



**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
N° DAF\_2025\_000011**

**Location ponctuelle de salles meublées d'examen et de concours  
au profit du ministère des armées.**

Établi en application :

- du code de la commande publique<sup>1</sup>
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux accord cadres publics de fournitures courantes et de services<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « code »

<sup>2</sup> Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux accord cadres publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A, ci-après dénommé « CCAG/FCS ». Dans le silence du CCAP les clauses du CCAG s'appliquent.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DURÉE, MONTANT.....</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET.....	3
1.2 – FORME ET ETENDUE DE L’ACCORD CADRE .....	3
1.3 – DUREE DE VALIDITE, RECONDUCTIONS.....	3
1.4 – MONTANTS .....	3
1.5 - PARTIES PRENANTES .....	4
<b>1.5.1 - Acheteur :.....</b>	<b>4</b>
<b>1.5.2 - Titulaire :.....</b>	<b>4</b>
<b>1.5.3 - Langue :.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – CORRESPONDANTS DES PARTIES.....</b>	<b>5</b>
3.1- REPRESENTANT DE LA PFC-OUEST .....	5
3.2 – BENEFICIAIRE .....	5
3.3 - RESPONSABLE FINANCIER.....	5
3.4 – REPRESENTANT DU TITULAIRE .....	5
<b>ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
4.1 – CALENDRIER ANNUEL DES CONCOURS .....	5
4.2 – MODALITES DE RESERVATION .....	6
4.3 – MODIFICATION OU ANNULATION DU BESOIN.....	7
<b>ARTICLE 5 – VERIFICATION ET CONSTATATION DE L’EXECUTION - PENALITES.....</b>	<b>7</b>
5.1 PENALITES .....	8
<b>5.1.1 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations.....</b>	<b>8</b>
<b>5.1.2 Pénalités de retard.....</b>	<b>8</b>
<b>5.1.3 Autres pénalités .....</b>	<b>8</b>
<b>5.1.4 Pénalités pour annulation d’une prestation commandée .....</b>	<b>8</b>
5.2 DEFAILLANCE.....	8
<b>ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX DE L’ACCORD CADRE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 – AVANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 – ACOMPTES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
9.1 - REGLEMENT .....	10
9.1 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT.....	10
<b>ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 – ATTESTATION D’ASSURANCE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - CAS DE RESILIATION.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 - LITIGES, DIFFERENDS.....</b>	<b>12</b>
14.1 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS.....	12
14.2 - CONTENTIEUX .....	12
<b>ARTICLE 15 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>12</b>
ANNEXE 1 : EXEMPLE ATTRIBUTION EN CASCADE .....	13
ANNEXE 2 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	14

## **ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DURÉE, MONTANT**

### **1.1 - Objet**

Le marché a pour objet la location ponctuelle de salles meublées d'examen et de concours au profit du ministère des armées. Ces salles sont destinées au passage des épreuves écrites des concours et examens professionnels gérés par le Centre Ministériel de Gestion de Rennes (CMG Rennes).

Le descriptif technique des attendus figure au CCTP. Conformément à l'article 3 du CCTP, la localisation des salles se trouve sur Rennes ou proche de Rennes.

### **1.2 – Forme et étendue de l'accord cadre**

La forme retenue pour l'accord-cadre est à bons de commande en application des articles R2162-2 et 4 R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est multi-attributaires. Il est conclu avec trois (3) titulaires maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres recevables.

Les bons de commande seront attribués aux titulaires sans remise en concurrence selon la méthode de répartition dite « en cascade » suivante :

- Attribution prioritaire au titulaire classé premier (rang 1),
- Puis en cas d'indisponibilité ou d'incapacité à répondre au besoin dans les délais requis, attribution au titulaire classé deuxième (rang 2),
- Puis au titulaire classé troisième (rang 3) selon les mêmes conditions.

Chaque bon de commande précisera les prestations à réaliser, leur quantité le lieu et la date, d'exécution ainsi que le prix correspondant au bordereau de prix unitaire fixé dans l'accord-cadre. Les titulaires sont tenus d'exécuter les prestations commandées pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

En cas de non disponibilité des 3 titulaires, ces derniers perdent leur exclusivité, le bénéficiaire se réserve le droit de passer des demandes d'achats Hors marché.

### **1.3 – Durée de validité, reconductions**

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter de la date de début d'exécution.

La date de début d'exécution est fixée au **1er septembre 2026**.

### **1.4 – Montants**

L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum sur sa durée ferme indiquée dans le tableau ci-dessous :

Montant maximum en € HT pour la durée totale 48 mois
<b>338 000 €</b>

## **1.5 - Parties prenantes**

### **1.5.1 - Acheteur :**

L'acheteur (PFC-O) agit pour toutes les formalités de notification du marché, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande.

Il agit au profit du bénéficiaire suivant : Centre Ministériel De Gestion (CMG de Rennes) Quartier Foch  
- BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9.

### **1.5.2 - Titulaire :**

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Trois (3) titulaires maximum sont attributaires de l'accord-cadre (avec ordre de priorité selon le rang défini à l'attribution).

### **1.5.3 - Langue :**

Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

<b><u>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</u></b>
--

**Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :**

- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes :
  - Bordereau de prix unitaire
  - Cadre de réponse technique
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes
  - Exemple attribution en cascade
  - Règlement général sur la protection des données
- Le cahier des clauses techniques particulières, et son annexe calendrier prévisionnel des examens et concours de 2026 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Les bons de commande

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché. Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration (service acheteur) font foi ; aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

<b>ARTICLE 3 – CORRESPONDANTS DES PARTIES</b>
---

**3.1- Représentant de la PFC-Ouest**

Plate-forme commissariat ouest (PFC O)  
Division Achats Publics  
Bureau Achats de fournitures et services  
Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9  
Courriel : [pfc-ouest-dap-bfs.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-ouest-dap-bfs.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr)

**3.2 – Bénéficiaire**

Centre Ministériel de Gestion de Rennes Ministère des armées / Secrétariat Général pour l'Administration  
Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9  
Courriel prescripteur :  
[cmg-rennes-brf-concours.courrier.fct@intradef.gouv.fr](mailto:cmg-rennes-brf-concours.courrier.fct@intradef.gouv.fr)

**3.3 - Responsable financier**

L'ordonnateur secondaire est :

**Monsieur le directeur de la Plate-Forme Commissariat Ouest (RENNES)**  
**Quartier Foch - B.P.22**  
**35998 Rennes Cedex 9**

Le directeur départemental des finances publiques est :

**Monsieur le directeur départemental des finances publiques du Finistère (29)**  
**Division dépenses - pôle gestion publique**  
**4 Square Marc Sangnier - CS 92839**  
**29228 BREST CEDEX**  
**[ddifp29@dgifp.finances.gouv.fr](mailto:ddifp29@dgifp.finances.gouv.fr)**

**3.4 – Représentant du titulaire**

Le titulaire désigne une personne physique, habilitée à la représenter auprès du représentant du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre

Cette personne est notamment l'interlocuteur privilégié unique pour l'exécution de l'accord-cadre.

<b>ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ</b>
--

**4.1 – Calendrier annuel des concours**

- En juin de l'année N-1, un calendrier annuel prévisionnel sera fourni contenant l'ensemble des dates de concours et examens et sera transmis aux titulaires. Le calendrier précisera notamment :
  - Les dates de concours et examens

- Le nombre prévisionnel de candidats

Ce calendrier n'a pas de valeur contractuelle, mais indicative pour le titulaire.

- Chaque année en septembre de l'année N-1, une mise à jour des dates des épreuves écrites des concours et des examens professionnels sera transmise par courriel aux titulaires par le CMG de Rennes.

Pour la 1ère période d'exécution, le titulaire prend en compte le calendrier prévisionnel présenté en annexe au CCTP, le calendrier définitif sera transmis à la notification du contrat.

## **4.2 – Modalités de réservation**

Le calendrier définitif des dates et examens/concours sera transmis en septembre de l'année N-1, en conséquence, dès le mois de septembre de l'année N-1 et au plus tard en octobre de l'année N-1, le bénéficiaire, pour chaque besoin en location, transmettra par courriel des sollicitations vers chacun des titulaires tour à tour par la méthode dite « en cascade ».

Le titulaire devra accuser réception de la demande de réservation et valider cette dernière ou justifier de l'impossibilité de répondre à l'intégralité du besoin exprimé par retour de courriel dans les 72 heures à compter de l'accusé de lecture du courriel.

- À défaut de réponse ou d'impossibilité de répondre au besoin, du premier titulaire, le second titulaire sera consulté pour étude de faisabilité dans les mêmes conditions que le titulaire du rang 1.
- À défaut de réponse, du second titulaire, le troisième titulaire sera consulté pour étude de faisabilité dans les mêmes conditions que le titulaire du rang 1.
- À défaut de réponse des 3 titulaires, l'administration se réserve le droit de passer une commande hors marché. Les attributaires perdent l'exclusivité de ces prestations.

Dès confirmation par un des titulaires, l'administration valide en retour les réservations par courriel puis initialise l'établissement d'un bon de commande.

### **Bons de commande :**

Les prestations seront sollicitées sur demande expresse, par le biais de bons de commandes émis<sup>3</sup> par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Les bons de commande seront émis 3 mois au plus tard avant début d'exécution.

Ces bons de commandes seront transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'administration, par voie dématérialisée.

Ils contiendront notamment les renseignements suivants, qui devront être repris pour la facturation :

- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET** des services de l'Etat : **11000201100044**)
- la désignation du payeur (numéro **SE** : **D0410U5035**), le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) ET sa (leur) date
- le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (numéro **EJ**)

<sup>3</sup> Le titulaire doit savoir qu'aucune signature, électronique ou autre, n'est requise sur les bons de commande qu'il recevra.

- le numéro de l'accord-cadre et du marché subséquent
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- la référence de la réservation transmise par courriel
- le prix correspondant hors taxes (HT) toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Les prestations sont exécutables (doivent démarrer) à compter de la date mentionnée sur le bon de commande : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution.

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au bon de commande. Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) le plus tôt possible et au moins 1 mois avant la tenue du concours ou examen.

#### **4.3 – Modification ou annulation du besoin**

Le CMG de Rennes est autorisé à modifier son besoin de façon mineure pour les besoins en matériels (tables, chaises) par courriel jusqu'à 3 semaines avant le commencement d'exécution, après information donnée par le titulaire des disponibilités suffisantes.

En cas d'annulation d'un bon de commande par l'administration :

- le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation si l'annulation intervient 3 mois avant le début de la prestation;
- le titulaire pourra prétendre à une indemnisation, sur demande de sa part, équivalente à :
  - un pourcentage de 10 % du montant HT du Bon de Commande, si l'annulation intervient dans un délai entre 3 mois et 2 jours ouvrés
  - un pourcentage de 30 % du montant HT du Bon de Commande, si l'annulation intervient dans un délai inférieur à moins de 2 jours ouvrés.

<b>ARTICLE 5 – VERIFICATION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION - PENALITES</b>
--

#### **Contrôles :**

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est le bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations

En cas de manquement à ses obligations contractuelles par le titulaire, des sanctions seront envisagées par l'acheteur qui en avertira celui-ci par courrier.

Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles. Sans réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront.

### **5.1 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle.

#### **5.1.1 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les modalités de mise en œuvre des pénalités sont les suivantes :

- une pénalité forfaitaire/jour sur le non-respect du plan (chaises, tables) : 5 % du montant total HT du Bon de commande.
- non-respect des dispositions prévues concernant l'état des salles, en particulier le chauffage, la climatisation et la propreté des locaux et des tables : 10 % du montant HT de la location de la salle mentionnée sur le bon de commande.
- non-respect des délais : en cas de retard dans l'ouverture de la salle, le titulaire est pénalisé de 5% du montant total HT du bon de commande. Une fois passé ce délai d'une heure, le titulaire est jugé défaillant.

#### **5.1.2 Pénalités de retard**

En cas de non-respect de l'engagement contractuel du délai de réponse de pré-réservation de 72 heures, la pénalité est fixée à 100 euros par jour.

#### **5.1.3 Autres pénalités**

Les titulaires se verront sanctionnés si un défaut de réponse aux demandes de réservation (art. 4.2 du présent CCAP) devenait récurrent. Une pénalité de 100 euros pourra être appliquée suite à 4 défauts de réponse.

#### **5.1.4 Pénalités pour annulation d'une prestation commandée**

En cas d'annulation par le titulaire :

- entre 3 mois et 2 jours ouvrés de la date de début de la prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande émis par l'administration, le titulaire encourt une pénalité de 10 % du montant HT du bon de commande.
- à moins de 2 jours ouvrés de la date de début de la prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande émis par l'administration, le titulaire encourt une pénalité de 30 % du montant HT du bon de commande.

### **5.2 Défaillance**

Le titulaire est considéré défaillant s'il est constaté un retard d'une heure et plus par rapport aux horaires d'ouverture de la salle, rendant impossible l'exécution de la prestation.



En cas de défaillance constatée, le titulaire peut être exclu définitivement de l'accord-cadre, conformément à l'article 13 du présent CCAP, son marché sera donc résilié. Aucun paiement n'est effectué.

L'Acheteur pourra rechercher la faute du titulaire et faire application de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX DE L'ACCORD CADRE**

Les prix figurant au bordereau de prix unitaire annexé à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

Les prix sont unitaires, définitifs et révisibles, exprimés hors taxes et TTC<sup>4</sup>.

Les prix sont exprimés en euro. Ils ne peuvent comporter plus de deux décimales

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent inclure :

- Les prestations telles que définies dans l'accord cadre ;
- Les frais d'installation des matériels destinés à la prestation ;
- Les surcoûts potentiels liés au respect des normes sanitaires gouvernementales ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

#### **Révision des prix :**

Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques à la date limite de dépôt des offres finales. Les prix initiaux pourront être révisés sur demande du titulaire, à la date d'anniversaire de notification du marché en prenant comme référence les indices publiés sur le site de l'I.N.S.E.E. de l'indice ILAT. (Indice des loyers d'activités tertiaires)

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

Nouveau loyer = Loyer actuel x (ILAT du trimestre de révision / ILAT du trimestre de référence).

#### **ARTICLE 7 – AVANCE**

#### **Avance « bon de commande » :**

Conformément aux articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5% du montant de chaque bon de commande si celui-ci est égal ou supérieur à 50 000 € HT et une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Il est porté à 30% lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant, admis au paiement direct, est une PME.

Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

#### **ARTICLE 8 – ACOMPTES**

Ce marché public n'ouvre pas droit à versement d'acompte.

<sup>4</sup> Le taux de TVA sera celui applicable à la date d'établissement des factures ; la variation du taux de la TVA pendant l'exécution du marché public sera appliquée sans qu'il soit besoin de passer un acte modificatif.

## ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

### 9.1 - Règlement

À l'ensemble des prestations réalisées figurant à l'émission d'un bon de commande doit correspondre une facture.

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation<sup>5</sup> <https://chorus-pro.gouv.fr>**, sur lequel l'ensemble de la documentation est disponible

Conformément à l'article D2192-2 du code, la facture doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET)
- la domiciliation du titulaire<sup>6</sup> (BIC/IBAN),
- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET des services de l'Etat : 11000201100044**)
- la désignation du payeur (**numéro SE : D041OU5035**)
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s),
- le numéro d'engagement juridique (EJ) correspondant à la référence interne financière du contrat et/ou du bon de commande ;
- la date d'exécution des services (dates d'exécution des prestations facturées)
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix unitaire HT,
- le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA (ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération)
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

**La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.**

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Pour toutes questions ou pour tous litiges relatifs à la facturation, passer par le compte ouvert sur <https://chorus-pro.gouv.fr>

### **9.1 - Délai global de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement. Le paiement doit intervenir dans les trente 30 jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

---

<sup>6</sup> Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

#### **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT**

Le présent marché peut être affecté en nantissement (Art. L2191-8 et R2191-51) au vu de l'utilisation de la procédure utilisée avec des bons de commande. Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de *confier des prestations* à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, il doit établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct des sous-traitants.

#### **ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE**

Le titulaire n'est soumis ni à retenue de garantie, ni à garantie à première demande, ni à caution personnelle et solidaire.

#### **ARTICLE 12 – ATTESTATION D'ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Administration (service acheteur) et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution et au maximum dans les quinze jours suivant la notification, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances (attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Administration (service acheteur) et dans les délais qui lui seront impartis.

#### **ARTICLE 13 - CAS DE RESILIATION**

L'Administration (service acheteur) peut résilier le marché public :

- Dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS (sont notamment visés les cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire) ;
- Non-respect des clauses contractuelles ;
- Non-respect de la législation et de la réglementation du travail en vigueur ;
- Non-production des attestations (assurance responsabilité civile, sociales...) ;
- Décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du contrat ainsi que pour tout autre motif d'intérêt général (dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par L'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 14 - LITIGES, DIFFERENDS**

### **14.1 - Règlement amiable des différends**

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées.

Point de contact : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)

Téléphone : 09 88 68 19 25 ou 06 07 48 31 44.

### **14.2 - Contentieux**

En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

## **ARTICLE 15 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Pour l'exécution du marché public, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants est(sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la *protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD *règlement général sur la protection des données*) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur, le sous-traitant est le titulaire du marché public.

L'annexe 2 au CCAP précise son application.

## **ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG**

- L'article **5** du présent marché relatif aux opérations de vérifications déroge aux articles **27 à 30** du CCAG/FCS sur le point suivant : les vérifications sont effectuées par le bénéficiaire.
- L'article **5.1** pénalités déroge à l'article **14** du C.C.A.G./F.C.S, relatif aux pénalités pour retard.
- L'article **13** du présent marché relatif à la résiliation déroge à l'article **42** du CCAG/FCS sur le point suivant : aucune indemnité n'est accordée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

### Annexe 1 : Exemple attribution en cascade

Exemple de l'attribution des commandes en cascades en cas d'indisponibilité des premiers titulaires :

Besoin	Titulaires selon le rang de classement	Consultation des titulaires par ordre de classement	Bon de commande
Prise en compte d'un besoin	Titulaire rang 1	Indisponible	
	Titulaire rang 2	Indisponible	
	Titulaire rang 3	Disponible →	BC notifié au titulaire 3

## **Annexe 2 - Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

**Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016**

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « ***règlement général sur la protection des données*** », RGPD), le **responsable de traitement est le bénéficiaire de l'accord-cadre, et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.**

### **A. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte du bénéficiaire, les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

### **B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

- a) Les données à caractère personnel traitées sont les noms et prénoms des stagiaires.

Pour l'exécution des prestations objets des présentes, le bénéficiaire met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : noms et prénoms des stagiaires.

### **C. Durée de l'engagement des parties**

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification de l'accord-cadre par l'acheteur au titulaire pour toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

### **D. Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire**

#### **I. Confidentialité des données**

Le titulaire s'engage à traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet du présent accord-cadre.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l'autorisation préalable du bénéficiaire.

- a) **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.

- b) Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- c) **Prendre en compte**, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**.

## **II. Sous-traitance de niveau 2 ou sous-traitance ultérieure des activités de traitement**

### ***Option A (autorisation générale)***

Le titulaire de l'accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur et le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification de l'accord-cadre et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur doit recueillir l'avis du bénéficiaire, et dispose d'un délai minium de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

### ***Quelle que soit l'option retenue*** (autorisation générale ou spécifique)

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte du bénéficiaire. Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire de l'accord-cadre demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire et l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **III. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **IV. Exercice des droits des personnes**

Le titulaire doit aider le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le bénéficiaire avant la collecte des données.

## **V. Notification des violations des données à caractère personnel**

Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 72 heures, par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au bénéficiaire, si nécessaire, de

notifier cette violation au délégué à la protection des données du ministère des armées. Le titulaire est tenu de communiquer au bénéficiaire toute information complémentaire qui lui serait nécessaire à la notification qu'il doit adresser au délégué à la protection des données du ministère des armées.

Les notifications contiennent au moins :

- ♣ la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- ♣ la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- ♣ la description des mesures prises ou que le titulaire ou le bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par le bénéficiaire, responsable de traitement.

## **VI. Analyse d'impact**

Le titulaire aide le bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire conseille le bénéficiaire en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

## **VII. Mesures de sécurité des données**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires.

- *les droits d'accès aux données sont limités ;*
- *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*

## **VIII. Devenir des données au terme de l'exécution de l'accord-cadre**

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

## **IX. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au bénéficiaire **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

## **X. Registre des activités de traitement**

Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :



- Le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

## **XI. Documentation**

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le bénéficiaire ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.